

Un nouvel ordre économique

Sommet. Le G20 s'est réuni les 14 et 15 novembre à Washington pour tenter d'apporter une réponse concertée à la crise financière et économique mondiale. Bilan d'un timide premier pas.

La capitale américaine était en alerte maximale les 14 et 15 novembre derniers. Et pour cause. Les chefs d'Etat et de gouvernements du G20 se sont réunis à la Maison Blanche en réponse à la crise financière et économique mondiale. Il s'agit d'une véritable première dans l'Histoire : jamais auparavant le G20 ne s'était réuni au niveau des chefs d'Etat et de gouvernements. Pour certains, ce sommet a marqué un tournant, consacrant la place croissante des pays émergents sur l'échiquier mondial. En effet, en plus du G8 regroupant les pays développés que sont les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Italie et la Russie, le G20 est constitué de 10 pays émergents : l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie. L'ensemble des membres du G20 représentent à eux seuls 85% du produit intérieur brut mondial.

Une première

Pour le président brésilien Lula Da Silva, cette rencontre a «changé la logique des décisions politiques» et a marqué «une étape dans l'histoire du XXI^{ème} siècle». Il va même jusqu'à ajouter : «Désormais, le G8 existe à peine». Le président français Nicolas Sarkozy abonde lui aussi dans ce sens : «Je crois pouvoir dire que c'est un sommet his-

torique dans la mesure où, pour la première fois, des pays aussi différents que ceux qui étaient rassemblés dans le G20, décident de prendre des initiatives en commun et que l'administration américaine accepte de faire mouvement sur des sujets où, historiquement, toutes les administrations américaines avaient refusé de le faire». En effet, même l'hôte du sommet, le président américain George W. Bush, a reconnu qu'un G8 seul n'aurait pas eu la dimension nécessaire pour répondre à la crise.

Concernant les résultats du sommet, les opinions restent mitigées. Le G20 s'est engagé à coordonner dans un premier temps les politiques de relance économique et, dans un deuxième temps, à mieux superviser la finance mondiale afin d'éviter de nouvelles crises financières. Une chose est sûre cependant : plus question d'une refonte globale du système, sorte de Bretton Woods II, demandée notamment par la France. En effet, le communiqué final du G20 exprime une «foi partagée dans les principes du marché» et met expressément en garde contre le risque de la «sur-régulation», à la satisfaction des Américains, très attachés à leur souveraineté, et du Canada, relativement épargné par la crise. Le Premier ministre canadien Stephen Harper a d'ailleurs souligné que «les bonnes réglementations financières commencent à la maison».

Des réformes sont néanmoins prévues. Le G20 demande au Fonds monétaire international (FMI) de renforcer sa coopération avec un Forum de stabilité financière (FSF) «clargi»,

Formé de représentants du Trésor, des banques centrales et des organismes de régulation de douze pays développés, le FSF – créé après la crise asiatique de 1997 – devra rapidement accueillir des représentants des pays en développement. De plus, le G20 souhaite renforcer les FSAP. Il s'agit de documents techniques d'expertise financière qui constituent un outil permettant d'identifier les fragilités des systèmes financiers nationaux et de leur régulation avant l'apparition des crises. Lors du sommet, le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn a néanmoins rappelé que si «cet outil n'a pas servi dans la prévention de la crise actuelle» c'est «pour la simple et bonne raison que les Etats-Unis ont toujours refusé de s'y soumettre», précisant que «même dans les grands pays, nous ne faisons pas de FSAP partout. Et cela pourrait surprendre certains d'entre vous d'apprendre que parmi les pays du G20, nous n'avons réalisé que treize FSAP». Par ailleurs, le G20 met la pression sur les paradis fiscaux, en demandant «à moyen terme» des «mesures pour protéger le système financier mondial des juridictions non coopératives qui présentent un risque d'activité financière illégale». Le G20 mentionne également les très grandes banques,

dont une faillite aurait des répercussions en chaîne sur la finance de la planète, comme cela s'est produit après le dépôt de bilan à la mi-septembre de la banque Lehman Brothers. Des «collèges de surveillance» réunissant les autorités de supervision des différents pays où ces banques sont actives devront être mis en place. Autre élément : le G20 a demandé un accord dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce sur la libéralisation des échanges mondiaux avant la fin de l'année dans le cadre de l'agenda de Doha, à savoir le cycle de négociations lancé en 2001 pour abaisser les barrières douanières dans le monde. Dans cette même perspective, le G20 a souligné l'importance de rejeter les tentations protectionnistes.

Aider les pauvres

Enfin, les participants sont tombés d'accord pour aider les pays en développement à affronter la crise en augmentant les ressources du FMI. Ils ont de plus convenu de la nécessité d'augmenter leur représentativité au sein du FMI et de la Banque mondiale. Les dirigeants des pays pauvres ont salué cet engagement, craignant toutefois que dans le contexte

Le G20 consacre la place croissante des pays émergents sur l'échiquier mondial.

de crise économique, ces nouvelles promesses ne restent à nouveau lettre morte. Le président de la Commission de l'Union africaine Jean Ping a ainsi déclaré dimanche lors des Journées européennes du développement à Strasbourg : «Il y a pour nous un problème, c'est qu'on a pris l'habitude de prendre les décisions à notre place, sans nous écouter, et de nous les imposer. L'Afrique demande à être entendue. Si nous ne sommes rien, nous voulons être quelque chose. [] Nous souhaitons prendre part aux décisions qui vont engager notre destin». Mais pour beaucoup d'analystes, le communiqué final du sommet contenait surtout des déclarations générales. Le *Los Angeles Times* notait ironiquement que le sommet a été «dominé par la certitude que tout projet à long terme dépendait de quelqu'un qui n'était même pas là (le

président élu des Etats-Unis) : Barack Obama». Lundi 17 novembre, les marchés financiers ne semblaient pas convaincus non plus par le sommet. Les Bourses européennes clôturaient en forte baisse et Wall Street n'a pas échappé à la tendance générale, tandis que le Japon annonçait à son tour son entrée en récession. La banque américaine Citigroup prévoit entre temps la suppression de 50 000 postes et l'industrie automobile appelle les autorités publiques à son secours. Note positive au final : un prochain sommet doit se tenir d'ici au 30 avril, sous la présidence du Royaume-Uni, cette fois-ci avec la présence de l'homme sans lequel aucune décision de poids n'est possible : le nouveau président des Etats-Unis Barack Obama.

AMINA BOUBIA

